

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Une fin d'année marquée par un nouveau ralentissement

Après une légère reprise au troisième trimestre, l'activité du Territoire donne des signes de contraction. Les importations, en particulier de produits alimentaires et de biens de consommations, ainsi que la fréquentation du Territoire, sont en recul. Néanmoins, certains indicateurs sont favorables, notamment pour la situation à moyen terme. En effet, les importations de biens d'équipements des entreprises sont en croissance et la sinistralité des agents économiques est à un niveau historiquement bas. L'inflation demeure modérée, la baisse des prix de l'énergie permettant une légère baisse de l'indice des prix sur le trimestre.

LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE BÉNÉFICIE DE LA VIGUEUR DE LA DEMANDE INTÉRIEURE

Sur le dernier trimestre 2018, les tensions commerciales ont de nouveau pesé sur la croissance du commerce mondial. Néanmoins, la croissance en Asie-Pacifique est restée bien orientée grâce au dynamisme de la demande intérieure.

L'annonce d'une « trêve » de 90 jours entre les États-Unis et la Chine sur les augmentations de droits de douane, et la réduction annoncée des droits chinois sur les importations de voitures américaines sont des mesures susceptibles de désamorcer les tensions commerciales au début de 2019.

La croissance économique **chinoise** ralentit sur l'année (+6,6% en 2018 contre +6,9% en 2017), en raison d'un essoufflement de la consommation privée et de l'aggravation du différend commercial avec les États-Unis. Afin de relancer l'activité économique, la PBOC, Banque Centrale de Chine, a assoupli ses conditions de refinancement en réduisant le taux des réserves obligatoires. Les autorités chinoises ont également appliqué des mesures de relance budgétaire sous la forme d'une reprise des investissements publics.

Lors de sa déclaration de politique monétaire de décembre 2018, la RBI, **Banque Centrale d'Inde**, a décidé de maintenir son taux directeur à 6,5%, afin de contenir l'inflation à moins de 4% sans toutefois brider la croissance. La progression de cette dernière, +7,3% en 2018 après +6,7% en 2017, résulterait pour l'essentiel de la forte progression de l'activité économique dans le secteur privé et du rebond de la demande intérieure. Toutefois, le potentiel creusement du déficit commercial et les élections générales de mai 2019 sont des sources de risques.

Sur l'année 2018, la **Nouvelle-Zélande** enregistre un déficit commercial élevé, 5,9 milliards de dollars, le plus important depuis 2007. La progression des importations (+12 %, en glissement annuel), en partie imputable à la hausse du cours du pétrole, n'a pas pu être totalement compensée par la hausse des exportations (+7,2%). La souplesse de la politique monétaire et l'excédent budgétaire en fin de période devraient soutenir l'activité économique future.

Le RBA, **Banque Centrale d'Australie**, escompte pour 2018 une hausse de 3,5% de la croissance, soutenue par l'investissement privé et public ainsi que des termes de l'échange favorables. Toutefois, la lenteur de la progression des salaires, le niveau élevé de l'endettement des ménages et la hausse des prix sur le marché immobilier pèsent sur la consommation privée.

Par ailleurs, le tourisme, ressource majeure à l'exportation des îles du Pacifique, progresse. En 2018, les aéroports de Tahiti et de Fidji ont accueilli respectivement 7,9 % et 3,3 % de passagers supplémentaires. Les Hawaïens ont, quant à eux, reçu plus de 7,4 millions de visiteurs sur les trois premiers trimestres de l'année, soit une progression de 6,7% en glissement annuel.

Sources: FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Reserve Bank Of New Zealand, People's Bank of China, Reserve Bank of India.

Légère baisse de l'indice des prix

Après avoir faiblement progressé au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation se rétracte légèrement (-0,4 %). Le prix de l'énergie chute de manière importante (-5,5 %) tandis que celui des produits manufacturés subit un faible rebond (+0,5 %). Les prix de l'alimentation et des services sont quant à eux stables.

En rythme annuel, l'indice global est en hausse (+1,0 %). Tous les postes composant l'indice sont en augmentation (entre 1,1 et 1,7 %), à l'exception des produits manufacturés qui connaissent une stagnation.

Croissance de l'emploi

Les dernières données disponibles relatives au marché du travail sont arrêtées au 31 mars 2018.

Selon les données à fin mars 2018, 2 197 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 121 à fin décembre 2017, soit une hausse de 3,6 %. Cette croissance est légèrement plus marquée en glissement annuel, +5,1 %. Il convient de noter que cette évolution est en partie causée par une amélioration des déclarations.

À fin mars 2018, on dénombre 1 348 salariés dans le secteur public soit une hausse de 4,5 % par rapport au trimestre précédent, avec une croissance similaire en rythme annuel (+4,6 %). Le secteur privé compte 849 salariés au 31 mars 2018 soit un accroissement trimestriel de 2,2 % (+5,9 % en glissement annuel). Il s'agit du plus haut niveau depuis 2013, année de la tenue des Mini-Jeux du Pacifique (871 employés au deuxième trimestre 2013). Cette croissance est en grande partie due au secteur du commerce, en augmentation de 7,4 % sur le trimestre. Le secteur du BTP participe également à la tendance avec une augmentation de 7,3 %. Les secteurs de l'industrie et de l'artisanat connaissent une baisse de 2,0 %, tout comme les services qui subissent un repli de 1,3 %. La quasi-totalité des secteurs est en croissance en glissement annuel à l'exception du secteur du BTP dont les effectifs sont en baisse (-4,8 %).

La part du secteur public dans l'économie du Territoire se renforce sous l'effet d'une hausse plus importante de l'emploi public que de l'emploi privé. La prédominance de l'emploi public revient à son niveau de l'année précédente à la même période, soit 61,4 % de l'emploi total.

Réduction de la consommation des ménages

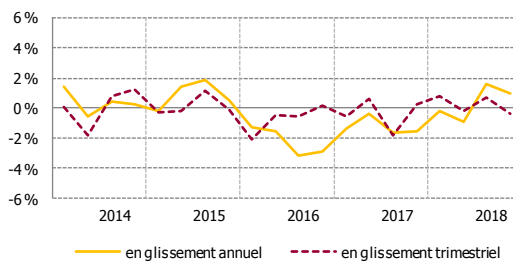
Après s'être stabilisées (-0,4 %) au troisième trimestre 2018, les importations de biens de consommation se replient au quatrième trimestre (-4,5 % sur le trimestre et -12,1 % sur l'année, CVS), à 227 millions de F CFP. De manière similaire, les importations de biens d'équipement du foyer sont en baisse (-6,3 %, CVS, à 64 millions de F CFP). A l'inverse, les importations d'articles d'habillement augmentent de 11,5 % et s'établissent à 64 millions de F CFP (CVS) au quatrième trimestre.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs connaît une baisse trimestrielle, mais demeure en croissance sur les douze derniers mois (respectivement -7,0 % et +4,8 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en hausse (+5,4 % en glissement trimestriel, +6,3 % en glissement annuel, CVS) après être restée stable depuis le début de l'année 2016. Cette évolution est à rapprocher de la baisse des tarifs (péréquation tarifaire depuis mi 2016).

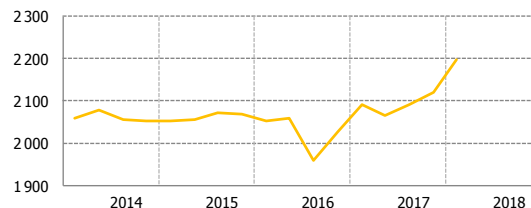
L'encours des crédits à la consommation rebondit (+1,4 % sur le trimestre), et demeure stable par rapport à l'année précédente (-0,2 % en glissement annuel). Les crédits à l'habitat se contractent fortement à nouveau (-15,9 % sur le trimestre, -40,8 % en glissement annuel) pour s'établir à 56 millions de F CFP au 31 décembre 2018. En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages continue de s'améliorer, poursuivant ainsi la tendance observée depuis le début de l'année. Il s'établit à 4,0 % à fin décembre contre 4,3 % à fin septembre et 4,9 % un an auparavant.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



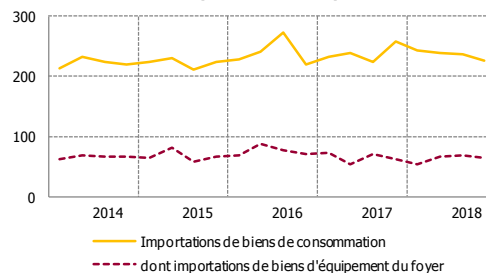
Source : STSEE, données trimestrielles

Emploi total déclaré localement
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPSWF

Importations de biens de consommation
(millions de F CFP)



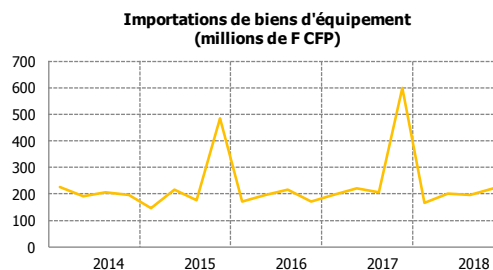
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

À fin décembre 2018, les indicateurs de vulnérabilité des ménages connaissent une évolution favorable. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en baisse par rapport au troisième trimestre 2018 et s'établit à 186 (-8,8 %, -13,9 % sur l'année), soit le niveau le plus bas des 15 dernières années. Le nombre d'incidents de paiement par chèque atteint également un record historique en s'établissant à 41 incidents, en très net recul trimestriel (-64,3 %) et annuel (-52,3 %).

Un investissement des entreprises croissant

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (219 millions de F CFP au quatrième trimestre 2018, données CVS) sont en croissance trimestrielle de 10,9 %, malgré une chute importante en glissement annuel (-63,5 %, CVS). Néanmoins il convient de rappeler que la valeur du 4^{ème} trimestre 2017 était particulièrement élevée à cause de l'importation du matériel en lien avec l'installation du câble numérique. En neutralisant cet événement exceptionnel, on observe une stabilité des importations par rapport à l'année précédente.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

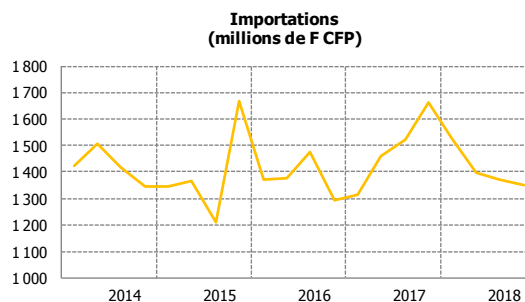
Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en fort rebond trimestriel et annuel (+61,0 % et +35,1 %, données CVS).

Contrastant avec cette évolution positive des importations, l'encours des crédits d'investissement se replie pour s'élever à 532 millions de F CFP, soit une diminution de 9,0 % par rapport au trimestre précédent (-4,6 % en glissement annuel). La situation reste dans la tendance des dernières années, le montant des encours bancaires des crédits d'investissement oscillant entre 469 et 695 millions de F CFP depuis 2015. Il convient cependant de noter que les investissements des entreprises du Territoire reposent également sur une part significative de fonds propres.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste constant. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises augmente légèrement (+0,3 point sur le trimestre) malgré une amélioration par rapport à l'année dernière (-0,7 point), s'établissant à 5,5 % au 31 décembre 2018.

Repli des importations

Les importations totales se rétractent légèrement au quatrième trimestre 2018 (-1,4 %, données CVS). Après une période marquée par une forte baisse en lien avec la fin du projet du câble haut débit, elles s'élèvent à 1 350 millions de F CFP (-18,8 % en glissement annuel, données CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

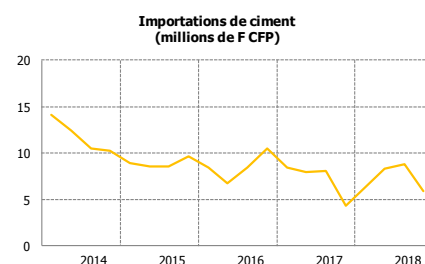
Principal poste d'importations, les produits alimentaires participent fortement à ce repli (-16,1 %, CVS) par rapport au troisième trimestre (323 millions de F CFP contre 386 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 219 et 166 M F CFP, CVS) représentent à eux deux 385 millions de F CFP au quatrième trimestre 2018 contre 428 millions au troisième trimestre 2018 (198 millions pour les biens d'équipement, 230 millions pour les biens intermédiaires, CVS), soit une baisse de 9,9 %.

La légère baisse des importations entraîne un repli du même ordre des revenus douaniers et des taxes d'entrée en variation trimestrielle (-2,6 %), malgré une hausse annuelle (+13,9 %) dans la lignée du trimestre précédent (+17,6 %, données brutes). Ils s'établissent à 335 millions de F CFP.

CONTRACTION DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Un repli avant un rebond pour le BTP en 2019 ?

L'année se termine par une contraction du secteur, avec cependant de bonnes perspectives pour l'année à venir. Les importations de ciment enregistrent une contraction trimestrielle (-32,4 %, données CVS). Elles s'élèvent à 5,9 millions de F CFP (CVS). A l'inverse, en rythme annuel, ces importations croissent (+35,9 %). Le début des travaux de réalisation du quai de Leava a fait plus que quadrupler le montant des marchés en cours d'exécution, à 2 145 millions de F CFP, ce qui devrait dynamiser fortement ce secteur pour l'année 2019.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

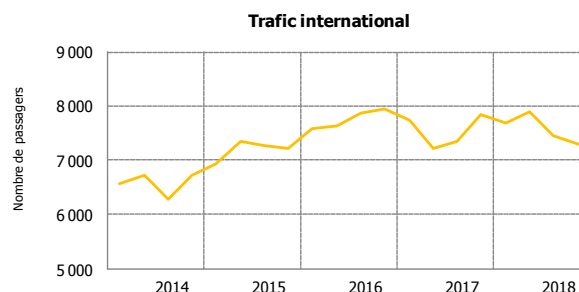
Une activité commerciale en recul

Le ralentissement de l'activité commerciale entraîne un repli des importations. En effet on observe une baisse des importations dans plusieurs domaines. Les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement du foyer et plus globalement de biens de consommation diminuent de 16,1 %, 6,3 % et 4,5 % respectivement (données CVS) sur le trimestre. A l'inverse, les importations d'articles d'habillement sont en hausse de 11,5 % (CVS).

Une fréquentation du Territoire en baisse

Le nombre de passagers total est en diminution sur le trimestre (10 795 contre 10 830 le trimestre précédent, données CVS) à cause de la baisse du trafic international (-2,0 %), qui s'élève à 7 304 passagers (CVS), ce que la croissance du trafic intérieur (+3,5 %, soit 3 490 passagers, données CVS) ne suffit pas à compenser.

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une baisse de 4,4 % entraînée par la nette baisse du nombre de passagers internationaux (-6,7 %, CVS), tandis que le trafic intérieur est en faible hausse (+0,7 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'INSEE, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, INSEE, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2018

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : S. ATTALI - Éditeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : Février 2019 - Dépôt légal : Février 2019 - ISSN 1968-6277